



Relations commerciales et économiques entre le Canada et la France

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), auquel la France participe en tant que membre de la Communauté économique européenne, régit le cadre multilatéral des relations commerciales entre le Canada et la France. Au début des années 1950, un lien commercial plus particulier s'est établi entre les deux pays, par la Commission économique France-Canada (CEFC) qui, depuis sa création, a donné aux deux participants l'occasion d'examiner l'état de leurs relations économiques et commerciales et de trouver des moyens pour stimuler les échanges.

En janvier 1987, le Canada signait un Accord de coopération économique et industrielle avec la France, visant à favoriser la coparticipation, les investissements directs, les transferts de technologies, le développement conjoint et la promotion de nouveaux produits.

1 Tendances générales

Selon Statistique Canada, les exportations canadiennes vers la France ont diminué de 27,6 p. 100 pour atteindre 705,4 millions de dollars en 1982, tandis qu'elles subissaient une diminution de 15,6 p. 100 pour l'ensemble de la Communauté économique européenne. Si, cette année-là, la situation paraissait plutôt précaire, elle semble s'être redressée depuis. En effet, entre 1983 et 1986, les exportations canadiennes ont augmenté de 53 p. 100, passant de 626 à 962 millions de dollars. Les secteurs qui ont connu les progressions les plus fortes sont :

- les produits énergétiques (essentiellement le charbon) dont le chiffre des exportations est passé de 1 million de dollars en 1983 à 73 millions en 1985;

- les matières premières minérales, en particulier les minerais non ferreux, qui sont passées à 173 millions de dollars (+ 27 p. 100);
- les métaux et dérivés, à 246 millions de dollars en 1986 contre 146 millions en 1983 (+ 68 p. 100);
- les biens d'équipement professionnel, qui se chiffrent à 210 millions de dollars (+ 106 p. 100). Les secteurs les plus performants sont la bureautique et l'électronique professionnelle (+ 71 p. 100 depuis 1983) et l'aéronautique (+ 258,9 p. 100 en 1986).

Au cours de l'année 1986, les exportations canadiennes vers la France se sont élevées à 962 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 27 p. 100 par rapport à 1985. Quant aux importations, elles s'élevaient à 1 585 millions, en hausse de 13,1 p. 100 seulement. Il en résulte une forte réduction de près de 35 p. 100 du déficit commercial canadien, qui passe de 381 à 284 millions de dollars. En novembre et en décembre 1986, la balance des échanges a même été légèrement excédentaire pour le Canada (+ 39 et + 57 millions de dollars respectivement) et ce, pour la première fois depuis janvier 1985. Parmi les secteurs où les volumes exportés sont importants, celui des produits des industries agricoles et alimentaires (+ 50 p. 100) remporte la palme. Nos exportations de biens de consommation courante (+ 43 p. 100) rattrapent

la contre-performance de 1985 et parviennent à se situer légèrement au-dessus des niveaux de 1983 et 1984. Bien que notre écart avec la France diminue, dans ce secteur, il reste néanmoins très important (- 270 millions de dollars).

Les exportations canadiennes de produits bruts sont en bonne position sur le marché français, notamment le bois, les pâtes à papier, le soufre et les pyrites de fer non grillées, les autres minéraux bruts et les minerais de fer et concentrés, ainsi que les minerais de métaux communs. En ce qui a trait aux produits chimiques et aux produits connexes, le chiffre des exportations canadiennes est assez élevé, surtout pour les hydrocarbures et leurs dérivés, les matières radioactives et produits associés, ainsi que pour les divers produits des industries chimiques. En ce qui concerne les demi-produits, les exportations canadiennes peuvent gagner des parts de marché lorsqu'il s'agit des barres et profilés en fer ou en acier et des cuivres.

De façon générale, la position des exportations canadiennes sur le marché français est faible, comparative-ment à leur position sur le marché de la CEE. Il est certains produits pour lesquels un effort de promotion semble de nature à améliorer la position des exportateurs canadiens sur le marché français. Il s'agit de :

- l'ensemble des produits de la construction électrique et électronique, plus particulièrement les matériaux de production et de transformation de l'électricité, des appareillages d'installation électrique, des biens de consommation durable électroménagers, et des appareils médicaux et appareils de radiologie;